



**Ville de
Valenciennes**

**MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION THERMIQUE DE
TRAITEMENT D'AIR ET DE TRAITEMENT D'EAU DES BATIMENTS COMMUNAUX
2026-2033**

Règlement de Consultation

RECEPTION DES OFFRES : Le 23 janvier 2026 avant 12H00

Acheteur



**Ville de
Valenciennes**

Mairie de Valenciennes

Place d'Armes

BP 30339

59304 Valenciennes

☎ : 03.27. 22.59.00

📠 : 03.27.22.59.01

@ : contact@ville-valenciennes.fr

Assistant Technique



10 ter rue d'en Haut

59554 Saily Lez Cambrai

☎ : 03.27.70.55.69

📠 : 03.27.70.55.69

@ : bet.eteic@orange.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - Objet et étendue de l'appel à concurrence	3
1.1 : Présentation de l'Acheteur	3
1.2 : Objet du marché	3
1.3 : Procédure et forme du marché	3
1.4 : Durée du marché	4
1.5 : Décomposition en lots	4
1.6 : Décomposition en tranches	4
1.7 : Variantes / PSE	4
1.8 : Lieu d'exécution des prestations	4
1.9 : Nomenclature communautaire	4
1.10 : Nomenclature interne	4
ARTICLE 2 – Disposition générales.....	5
2.1 : Délai de validité des offres.....	5
2.2 : Structure et Forme juridique de l'attributaire	5
2.3 : Compléments à apporter au dossier de consultation	5
2.4 : Visite de site	6
2.5 : Pièces constitutives du D.C.E	6
2.6 : Remise du dossier de consultation aux entreprises	7
2.7 : Présentation des offres remises	7
ARTICLE 3 – Présentation et contenu des offres.....	8
3.1 : Pièces des candidatures.....	8
3.2 : Validation des candidatures	8
3.3 : Contenu des offres.....	8
3.4 : Jugement des offres.....	10
3.5 : Conditions de forme	12
3.6 : Dispositions particulières.....	12
3.7 : Pièces pour attribution du marché pour chacun des lots.....	12
ARTICLE 4 – Conditions d'envoi et de remise des offres	13
4.1 - Copie de sauvegarde par voie papier	13
ARTICLE 5 – Renseignements complémentaires.....	15

ARTICLE 1 - Objet et étendue de l'appel à concurrence

1.1 : Présentation de l'Acheteur

Ville de Valenciennes
Place d'Armes
BP 30339
59304 Valenciennes

1.2 : Objet du marché

Le présent marché concerne la mise en place d'un contrat de fourniture et de service, il est composé des prestations de fourniture de combustible ou de chaleur, de conduite, d'entretien des installations et des prestations de garantie totale.

Les prestations sont définies comme suit :

1 - La prestation forfaitaire de fourniture de combustible nécessaire au chauffage, avec un intéressement sur les économies d'énergie (prestation P1/1 MTI) ou la prestation unitaire de fourniture de chaleur nécessaire au chauffage, avec un intéressement sur les économies d'énergie (prestation P1/1 MCI) selon les bâtiments.

2 - La prestation unitaire de fourniture de chaleur nécessaire à la production ECS et au traitement d'eau (Prestation P1/2).

3 – La prestation unitaire de fourniture de gaz nécessaire aux utilités autres que celles définies dans les prestations P1/1 chauffage et P1/2 production d'eau chaude sanitaire (Prestation P1/3 gaz service)

4 – La prestation unitaire de fourniture de gaz nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire, avec ou sans intéressement (Prestation P1CP (I))

5 - La prestation forfaitaire de conduite et d'entretien des installations de production et de distribution de chaleur, des installations de production et de distribution ECS et des installations de traitement d'eau (Prestation P2)

6 - Les prestations forfaitaires de garantie totale des installations techniques avec ou sans répartition selon les sous postes ci-dessous :

6-1 – P3/1 : prestation de type GT. Elle est la provision nécessaire pour toutes opérations réparations ou de renouvellement non prévus dans les prestations P3/3 et P3/4.

6-2 – P3/2 : prestation de type GTR définie par la collectivité. Elle est constituée des opérations prévisionnelles de renouvellement de matériel nécessité par leur obsolescence ou suite à des dégradations ou des actes de vandalisme.

6-3 – P3/3 : prestation de type GTR. Elle est constituée des différentes opérations obligatoires de remplacement de matériel définis dans l'acte d'engagement.

6-4 – P3/4 : prestation de type GTR. Elle est constituée des opérations de renouvellements de matériel proposé par chaque Titulaire en complément des prestations P3/3.

1.3 : Procédure et forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée en application des articles

R. 2124-1 et R.2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique, relatifs à l'appel d'offres ouvert.

1.4 : Durée du marché

Cf article 1.3 de l'acte d'engagement de chacun des lots.

1.5 : Décomposition en lots

Le présent marché est composé de 3 lots.

Lot n°1 : Prestations – bâtiments communaux secteur Est Escaut de Valenciennes

Lot n°2 : Prestations – bâtiments communaux secteur Ouest Escaut de Valenciennes

Lot n°3 : Prestations multi techniques

Lot n°4 : Musée des Beaux-Arts de Valenciennes, ce lot est prévu d'être transféré en cours de marché à la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole

Les candidats ont la possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.6 : Décomposition en tranches

Sans objet.

1.7 : Variantes / PSE

Le présent appel d'offres ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

Le présent appel d'offres ne comporte pas de variante.

1.8 : Lieu d'exécution des prestations

Le lieu d'exécution des prestations : Les prestations seront réalisées dans les bâtiments communaux de la Ville de Valenciennes.

1.9 : Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

50720000 Services de réparation et d'entretien de chauffage central.

1.10 : Nomenclature interne

Code	Libellé
C12201	Entretien et réparation installations de chauffage

ARTICLE 2 – Disposition générales

2.1 : Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 : Structure et Forme juridique de l'attributaire

Structure de la société

Le Titulaire précisera, la structure de sa société, la répartition de son capital social, ainsi que l'organigramme financier mettant en exergue sa position, son appartenance, ses éventuelles filiales.

Le Titulaire précisera également les moyens humains et matériels qu'il compte mettre en place pour l'exécution des prestations suivant les prérogatives contractuelles.

Le Titulaire sera tenu d'informer sans délai l'Acheteur de l'existence, pour son compte ou celui d'un de ses sous-traitants, d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Groupement

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats seuls ou sous forme de groupement solidaire. Il est interdit de soumissionner en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membre de plusieurs groupements, désigné un mandataire.

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les pièces justificatives demandées au chapitre 5 du présent règlement de consultation devront être fournies par chacun des membres du groupement, à l'exception de la lettre de candidature fournie en un seul exemplaire signé par le mandataire du groupement.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat doit produire les mêmes documents concernant cet opérateur économique, que ceux exigés à son égard. En outre, il devra justifier des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché. Le candidat doit également produire un engagement écrit de l'opérateur économique.

Forme juridique de l'attributaire

À l'issue de l'attribution du marché, l'Acheteur imposera la forme d'un groupement solidaire.

2.3 : Compléments à apporter au dossier de consultation

Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://marchespublics596280.fr>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'Acheteur. Les réponses seront transmises via la plate-forme au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (rappel de la nécessité de s'enregistrer sur la plate-forme lors du téléchargement du DCE).

Modification de détail au dossier de consultation

L'Acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par le candidat, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter de complément ou de modification au dossier de consultation des entreprises.

Les réponses à la consultation entraînent obligatoirement l'acceptation pleine et entière de ces documents, sans aucune restriction, ni modification, ni réserve.

Chaque offre présentée devra être entièrement conforme au dossier de consultation.

2.4 : Visite de site

Les visites de sites sont **obligatoires** pour présenter une offre.

Un certificat de visite sera délivré pour chaque lot à la fin des visites communes programmées ci-dessous.

Les locaux techniques ne sont pas accessibles librement par les candidats durant la consultation.

Les candidats devront réaliser la visite des sites lors des journées organisées.

Les rendez-vous sont fixés comme suit :

Pour le lot n °1 – Est Escaut (1 seule journée) : le 27 novembre 2025 à 8h30 à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Valenciennes. La totalité des sites du lot en question ne sera pas visitée, les sites priorités seront où des travaux P3/3 sont programmés.

Pour le lot n °2 – Ouest Escaut (1 seule journée) : le 4 décembre 2025 à 8h30 à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Valenciennes. La totalité des sites du lot en question ne sera pas visitée, les sites priorités seront où des travaux P3/3 sont programmés.

Pour le lot n °3 – Multi techniques (1 seule journée) : le 8 décembre 2025 à 8h30 à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Valenciennes. La totalité des sites sera visitée sur cette journée.

Pour le lot n °4 – Le musée (1/2 journée) : le 9 décembre 2025 à 8h30 à l'accueil du Musée de Valenciennes. La totalité des installations sera visitée sur cette demi-journée.

Les visites seront effectuées en présence d'un représentant de l'assistant technique de la ville de Valenciennes.

Visite complémentaire non-obligatoire : Les candidats ayant participé aux visites obligatoires pourront participer à une visite complémentaire pour les sites non priorités.

Les candidats devront faire une demande via la plateforme de dématérialisation avant le 2 janvier 2026. En cas de besoin, une journée de visite sera organisée dans la semaine du 5 au 9 janvier 2026.

2.5 : Pièces constitutives du D.C.E

Les pièces constitutives du dossier de consultation des entreprises sont :

- Les actes d'engagement de chacun des quatre lots et leurs annexes composées comme suit :
 - L'annexe 1 : Lettre d'accord des cotraitants
 - L'annexe 2 : Etat récapitulatif des montants annuels du marché
 - L'annexe 3.1 est l'état récapitulatif des prestations P1/1,
 - L'annexe 3.2 est l'état récapitulatif des prestations P1/2,
 - L'annexe 3.3 est l'état récapitulatif des prestations P1/3 et P1CP,
 - L'annexe 3.4 est l'état récapitulatif des engagements de consommations P1/1 MTI, MCI, et CPI sur la période contractuelle
 - L'annexe 4 : Etat récapitulatif des prestations P2

- L'annexe 5 : Etat récapitulatif des prestations P3 composé des prestations P3/1, P3/2, P3/3 et P3/4
- L'annexe 5.1 : Etat récapitulatif du plan de renouvellement de matériel P3/3.
- L'annexe 5.2 : Etat récapitulatif du plan de renouvellement de matériel P3/4.
- L'annexe 6 : Bordereau de prix unitaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes des lots 1 et 2
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes du lot 3 et 4
- Le règlement de consultation
- Le formulaire de consentement de chaque lot permettant d'accéder à l'historique des consommations de gaz des différents sites

2.6 : Remise du dossier de consultation aux entreprises

L'Acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique sur la plateforme :

<https://marchespublics596280.fr>

Il appartient à chaque candidat de vérifier qu'il dispose de l'intégralité des pièces constitutives du dossier pour établir son offre.

En conséquence, il est fortement conseillé aux entreprises de s'identifier dès la phase du téléchargement avec une adresse mail fréquemment consultée par la personne ayant en charge le marché et de mettre l'adresse <https://marchespublics596280.fr> « en contact » pour permettre la réception le cas échéant des échanges de messages ou de courriers pour qu'ils ne basculent pas dans les spams ou en courriers indésirables.

Le présent marché fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent de télécharger les documents de consultation sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique via le site <https://marchespublics596280.fr>

2.7 : Présentation des offres remises

L'intégralité des pièces constituant les offres (pièces marché, mémoire, et annexe) sont rédigées en langue française. En cas de remise de pièces sous une autre langue que celle demandée, celles-ci seront accompagnées obligatoirement d'une traduction en français, réalisée par un traducteur.

ARTICLE 3 – Présentation et contenu des offres

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

3.1 : Pièces des candidatures

- Une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 recommandé ou équivalent).
- Déclaration du candidat (DC2)
- Le pouvoir : document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate.
- Références et/ou expériences détaillées et vérifiables de prestations exécutées au cours des trois (3) dernières années (montants, dates, destinataires) ou en cours de réalisation ou tous autres justificatifs permettant de prouver la capacité du candidat à exécuter le marché.
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants : tout moyen de preuve équivalent est accepté ainsi que des certificats d'organismes établis dans d'autres états membres.
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Une note décrivant les caractéristiques du groupement et notamment le mandataire, cotraitant et sous-traitant éventuels.
- Le Titulaire devra justifier à tout moment qu'il dispose d'une police individuelle d'assurance couvrant les responsabilités pouvant lui incomber, du fait d'une dégradation liée à l'intervention et à son activité professionnelle, couvrant les accidents corporels ou matériels, ainsi qu'une police individuelle d'assurance de type responsabilité civile de chef d'entreprise pour les dommages causés au tiers.

Conformément à l'article R2143-4 du Code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un e-DUME établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le DUME.

3.2 : Validation des candidatures

Toutefois, l'Acheteur peut, lorsqu'il constate que les pièces administratives demandées à l'article III indice 1) du présent règlement de la consultation sont absentes ou incomplètes, demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui ne saurait être supérieur à 10 jours.

L'ensemble des documents doit être rédigé en langue française.

3.3 : Contenu des offres

L'offre du candidat est composée des éléments suivants pour chacun des lots concourus :

- L'acte d'engagement du lot concerné sans modification et leurs annexes complétées et paraphées,
- Le CCAP et CCTP ne sont pas à fournir, car ils sont jugés acceptés sans condition ni réserve,
- Les certificats de visites par lot,
- Un mémoire technique comprenant :
 - L'organigramme fonctionnel de l'équipe opérationnelle qui sera désignée et affectée pour réaliser les prestations du lot ou des lots. (Techniciens, responsables technique et commercial) suivant le temps réparti défini, avec les différentes certifications professionnelles.
 - Le matériel de communication et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de ce marché et l'utilisation de la G.T.B de la ville.
 - La méthodologie de suivi des réseaux ECS, l'organisation des prestations à réaliser et gestion des cahiers sanitaires.

Les engagements concernant les prestations à réaliser :

- La méthodologie de définition des engagements de consommations (justifications techniques)
- Organisation des prestations en heures ouvrées, en période d'astreinte, les moyens déployés en cas de panne totale d'une installation, la traçabilité laissée à demeure, le reporting, et le suivi des prestations sur base informatique dédiée.
- Le choix des renouvellements, la politique de gestion et la méthodologie de réalisation des opérations de garantie totale.

Les candidats devront impérativement répondre aux documents du dossier de consultation.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

La signature électronique du ou des lots concouru(s) n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Règle de nommage et de bonne gestion des fichiers

Afin de faciliter l'exploitation informatique des documents, le candidat veillera à respecter la règle de nommage des fichiers suivants :

Documents de candidature		
Document	Contenu	Nommage
Lettre de candidature ou DC1	L'identification du candidat individuel ou du groupement d'entreprises La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Lettre de candidature
Déclaration de capacité du candidat ou DC2	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Déclaration de capacité
Références	Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Références
Assurance	Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Assurance

Concernant les pièces de l'offre, le candidat veillera à conserver le nommage des fichiers tel que figurant au dossier de consultation mis à disposition des entreprises.

Le candidat veillera à identifier les fichiers complémentaires à son offre de manière à faciliter leur exploitation informatique.

3.4 : Jugement des offres

Les offres régulières, acceptables et appropriées, sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution énoncés ci-dessous.

Valeurs des critères :		Pondération
Critère N°1 : Qualité technique de l'offre		60 Points
SCT1	Mémoire technique	
A	L'organigramme fonctionnel de l'équipe opérationnelle qui sera désignée pour réaliser les prestations (techniciens, responsables technique et commercial suivant le temps réparti défini, avec les différentes certifications professionnelles.	1 Point
B	Le matériel de communication et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de ce marché.	1 Point
C	La méthodologie de définition des engagements de consommations (justifications techniques)	1 Point
D	Organisation des prestations en heures ouvrées, en période d'astreinte, les moyens déployés en cas de panne totale d'une installation	1 Point
E	La traçabilité laissée à demeure, le reporting, et le suivi des prestations sur base informatique dédiée. Le suivi et traitement des déchets	2 Points
F	Le choix technique des renouvellements, la politique de gestion des opérations de garantie totale et la méthodologie de réalisation des opérations demandées	2 Points
SCT2	Compétitivité des engagements de consommations par rapport aux consommations initiales (documents fournis en annexe du CCTP)	10 Points
SCT3	Volume horaire composant la prestation P2	
G	Pertinence du nombre d'heures annoncé et le sa répartition au regard du niveau de prestation requis.	10 Points
H	Pertinence des prestations spécifiques intégrées à la prestation P2	10 Points
SCT4	Gestion financière de postes P3/1 par rapport au poste P3/4 proposés	8 Points
SCT5	Volume et qualité du renouvellement proposé et l'intégration des améliorations techniques lors des renouvellements P3/4	8 Points
SCT6	Qualité du renouvellement proposé et l'intégration des améliorations techniques lors des renouvellements P3/3	6 Points
Critère N°2 : Prix des prestations		40 Points
SCF1	Montant P1/1 (total € HT de l'annexe 3 de chaque acte d'engagement)	10 Points
SCF2	Montant du K moy. (Nb bât x K bât / NB Total)	7 Points
SCF3	Montant du P1/2 (m3 bât x Q bât / m3 Total)	1 Points
SCF4	Montant P2 (total € HT de l'annexe 4 de chaque acte d'engagement)	12 Points
SCF5	Montant P3 (P3/1 + P3/2 + P3/3 + P3/4) (total € HT de l'annexe 5 de chaque acte d'engagement)	10 Points
Valeur maximale de l'offre		100 Points

Conformément au code de la commande publique, il sera réalisé un classement à l'issue de l'analyse des critères de jugement des offres.

Les montants analysés sont les montants en euros hors taxe.

En cas d'erreur matériel, ainsi que d'erreur de calcul de la TVA, elles seront rectifiées le cas échéant lors de la mise au point marché.

Les notes seront arrondies au dixième après la virgule. Le centième inférieur à 5 est arrondi au dixième inférieur et le centième supérieur à 5 est arrondi au dixième supérieur.

a) Critère Prix des prestations – 40 points

Chaque sous critère sera pondéré par règle de trois au prorata des écarts, de la manière suivante :

Note du candidat = note maximale du sous critère x valeur de l'offre la moins disante / valeur de l'offre analysée

b) Qualité technique – 60 points

SCT1 : Note de synthèse du mémoire technique

Les sous critères A à F seront pondérés de la manière suivante :

100% Éléments d'appréciation particulièrement pertinent et complet, répondant parfaitement aux besoins
75% Éléments d'appréciation pertinent répondant partiellement aux besoins ou incomplets sur quelques points
50% Éléments d'appréciation satisfaisant répondant succinctement aux besoins et incomplet sur plusieurs points.
25% Éléments d'appréciation très succinct avec peu ou pas de détail et ou d'explication documentation
0% Absence d'éléments ne permettant pas d'apprécier correctement ce critère.

SCT2 : Compétitivité des engagements de consommations par rapport aux consommations initiales

Ces sous critères seront pondérés de la manière suivante :

Pour le sous critère technique 2 :

Note du candidat = Note étape 1 x note étape 2

Note étape 1 :

Note étape 1 = note maximale du sous critère * valeur de l'engagement la plus faible/valeur de l'engagement de l'offre analysée.

Note étape 2 :

Si les engagements de consommations proposés sont cohérents par rapport aux éléments fournis et à l'impact des travaux proposés, le coefficient de pondération de la note obtenue est égal à 1.

Si les engagements de consommation proposés sur 1 à 3 sites présentent des incohérences (écart de plus de 15% des valeurs historiques) ou ne sont pas en adéquation avec l'impact des travaux proposés, le coefficient de pondération de la note obtenue est égal à 0,9.

Si les engagements de consommation proposés sur 4 à 6 sites présentent des incohérences (écart de plus de 15% des valeurs historique) ou ne sont pas en adéquation avec l'impact des travaux proposés, le coefficient de pondération de la note obtenue est égal à 0,8.

Si les engagements de consommation proposés sur 7 sites et plus présentent des incohérences (écart de plus de 15% des valeurs historique) ou ne sont pas en adéquation avec l'impact des travaux proposés, le coefficient de pondération de la note obtenue est égal à 0,7.

Les sous critères SCT3 à SCT6

Ces sous critères seront pondérés de la manière suivante :

100% Éléments d'appréciation particulièrement pertinent et complet, répondant parfaitement aux besoins
75% Éléments d'appréciation pertinent répondant partiellement aux besoins ou incomplets sur quelques points
50% Éléments d'appréciation satisfaisant répondant succinctement aux besoins et incomplet sur plusieurs points.
25% Éléments d'appréciation très succinct avec peu ou pas de détail et ou d'explication documentation
0% Absence d'éléments ne permettant pas d'apprécier correctement ce critère.

Classement définitif

Il sera fait la somme des notes, ce qui donnera une note sur 100 points.

3.5 : Conditions de forme

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un candidat entre les sommes indiquées dans l'acte d'engagement et dans le détail des annexes justifiant les montants indiqués, la somme portée en lettres dans l'acte d'engagement prévaut.

Toutefois si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant. En cas de refus, le candidat devra se désister.

Erreur matérielle

Si une erreur de prix est décelée dans l'offre du candidat, et que celle-ci constitue une erreur purement matérielle, c'est-à-dire une erreur de nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi, cette erreur pourra être rectifiée. En aucun cas, le candidat ne devra en profiter pour modifier son offre de base (erreur de report, erreur de calcul...).

Cette faculté de rectification de l'erreur matérielle est laissée à l'entière discrétion de l'acheteur.

3.6 : Dispositions particulières

Si au terme de la consultation, un candidat est informé que son offre n'est pas retenue, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où l'Acheteur ne passerait pas avec lui le marché correspondant.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

3.7 : Pièces pour attribution du marché pour chacun des lots

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

ARTICLE 4 – Conditions d'envoi et de remise des offres

Les offres seront remises avant la date et heure limite fixée sur la page de garde du document.

Les candidatures et offres devront être remises par la voie électronique sur la plateforme :

<https://marchespublics596280.fr>

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plateforme
- Assistance téléphonique
- Module d'autoformation à destination des candidats
- Foire aux questions
- Outils informatiques

Modalités de dépôt sur la plateforme

Les offres doivent être remises sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr>

Pour répondre à la consultation sous forme dématérialisée, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être inscrit sur la plateforme précitée.

Contrôle anti-virus

Avant transmission de son ou ses offres, le soumissionnaire devra procéder à un contrôle anti-virus de tous les fichiers constitutifs des deux enveloppes.

Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront réputées n'avoir jamais été déposées et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Conformité de l'adresse mail de l'entreprise

Le soumissionnaire devra également s'assurer de la conformité de son adresse mail (toute erreur dans la transcription de cette adresse est de la responsabilité pleine et entière du soumissionnaire).

Le Candidat retenu à l'issue de l'analyse des offres sera invité à signer son offre matérialisée.

Modalités de signature :

La ville de Valenciennes souhaite privilégier la signature électronique du marché public. Cependant, en cas de difficulté rencontrée lors de la signature électronique des pièces du marché, la ville de Valenciennes se réserve la possibilité de rematérialiser les pièces afin de signer le marché au format papier.

Au stade du dépôt de pli la signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat retenu sera tenu de la signer.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation, le candidat s'engage à exécuter le contrat dans les conditions de son offre, que celle-ci soit signée ou non. S'il était retenu à l'issue de la procédure, il s'engage à signer ledit contrat sans pouvoir se désister.

Cependant si le candidat le souhaite, il peut signer électroniquement, dès la phase de remise des offres, la(es) pièce(s) suivante(s) :

- L'acte d'engagement (AE)

Le certificat électronique de signature vous offre la possibilité de signer sous trois formats :

- PAdES ;

- CADES ;
- XAdES.

Il est fortement recommandé d'utiliser le format PAdES (autrement dit directement le fichier .pdf) afin de faciliter l'exploitation des documents électroniques par l'acheteur.

Un guide de présentation du processus de signature électronique permettant la signature des pièces au format PAdES est joint au présent DCE

Il est précisé que la signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Les documents doivent être signés individuellement à l'aide d'un certificat de signature électronique avant d'être compressés.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

4.1 - Copie de sauvegarde par voie papier

Chaque candidat pourra envoyer une copie de sauvegarde

Toutes offres envoyées par voies papier seront accompagnées de sa version dématérialisée, fournies sur support informatisé (clés USB ou CD) en respectant les formats indiqués à l'article 3.

Laquelle enveloppe sera envoyée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Mairie de Valenciennes
Service Commande Publique
Place d'Armes
BP 30339

59304 Valenciennes -Déposée à l'accueil de la mairie contre récépissé pendant les horaires d'ouverture (8h30-12h00/14h00 à 17h00 du lundi au vendredi.

ARTICLE 5 – Renseignements complémentaires

Renseignements administratifs et techniques

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront déposer leurs questions d'ordre administratif ou technique à l'adresse suivante : <https://marchespublics596280.fr>

La limite pour poser des questions est fixée à 8 jours avant la date de remise des offres.

En cas d'incertitude ou s'il apparaît dans des documents de consultation des divergences, des omissions ou des erreurs qui pourraient conduire à la réalisation incorrecte ou incomplète des prestations, le candidat devra prendre tous renseignements qui lui paraissent nécessaires via la plateforme : <https://marchespublics596280.fr> **pendant la phase de consultation. Une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retirées le dossier.**

Voies et délais de recours

En cas de litige et après épuisement des voies amiables, la juridiction compétente est le tribunal administratif de LILLE.

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421- 7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Lille – 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – 59014 LILLE Téléphone : 0359542342 - Télécopie : 0359542445 - Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES APPEL D'OFFRES OUVERT

Marché passé selon une procédure formalisée en application des articles
R. 2124-1 à R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique



Marché : Marché d'exploitation des installations de production thermique, de traitement d'air et de traitement d'eau des bâtiments communaux 2026-2033 – Lot N°.....

La société :

Représentée par :

Le Maître d'ouvrage : Ville de Valenciennes

Représenté par : Michaël MOURAEFF

Le Maître d'œuvre : ETEIC

Représenté par : Sébastien JUSY

Atteste que la société ci-dessous nommée a procédé à la visite sur site dans le cadre du marché mentionné en objet.

Fait à Valenciennes, le/...../.....

La Direction du Patrimoine Bâti

